



*Le 19 mars, à l'Élysée, Emmanuel Macron répondait aux cinq intellectuels Dominique Schnapper sociologue et présidente du Conseil des sages de la laïcité de l'Éducation nationale, Rachid Benzine, historien et islamologue, Valentine Zuber, historienne et spécialiste des droites de l'Homme, Souad Ayada, présidente du Conseil supérieur des programmes, philosophe, spécialiste de philosophie et de spiritualité islamiques et Olivier Galland, sociologue et directeur de recherche au CNRS, co-auteur d'une enquête sur les jeunes et la radicalité. Voici la retranscription de son intervention.*

« Ma vision est claire : c'est 1905 et rien que 1905. La laïcité n'a pas d'adjectif... Mais elle n'est pas non plus une religion de la République contre les autres religions. La laïcité, c'est un principe de la République qui assure la liberté de chacun et la protège. Et donc permet à chacun de croire ou de ne pas croire, de la faire librement, et n'a à s'immiscer dans la vie d'aucune religion. S'en décline la neutralité des services publics. Et de ce fait, elle est un cadre. La difficulté, c'est qu'on met derrière la laïcité des peurs qui ne sont pas directement liées à ce principe. Et qu'on met la peur de l'immigration, parfois la peur de l'autre tout court, et la volonté d'imposer un modèle dominant qu'on verrait par rapport à un autre. Donc, par rapport à ce que je viens de dire, je ne souhaite pas qu'on change la loi de 1905. Et ce qu'elle représente et ce qu'elle permet de préserver. Et je n'en ai jamais fait une interprétation au-delà de ce que ses pères « spirituels » pour y apporter une touche d'humour, lui ont apporté. Une fois qu'on a dit ça, je ne demande à personne, en République, de croire modérément ou pas. Cela ne m'intéresse pas. Je veux que chacun puisse croire ou ne pas croire librement. Que dans sa foi, cela puisse être aussi absolu que ce qu'il a besoin de la vivre, mais je demande à ces mêmes citoyens de respecter absolument toutes les règles de la République. Et je pense que dans nos débats, nous avons entremêlé les choses en demandant aux musulmans d'être modérément – on ne demande à aucun protestant d'être modérément protestant ou aux catholiques d'être modérés. On s'en fiche de ce qu'il est. De là où on est on lui donne la possibilité d'être ce qu'il veut mais de respecter absolument les règles de la République. C'est ça la laïcité.

Ensuite, aujourd'hui, on a un sujet avec l'islam. On est dans une société où on mélange le fait cultuel, le fait culturel et le fait migratoire. Et tout ça en s'entremêlant s'écraserait sur la laïcité. Pour moi, ce n'est pas la laïcité. C'est la question de savoir comment on construit le cadre de vie en commun. En somme, quand on a des débats sur le burkini ou que sais-je, ça n'a rien à voir avec la laïcité, ce n'est pas cultuel. C'est un débat qui, à la rigueur, à à voir avec l'ordre public et la capacité à garder le calme dans un espace social, à se dire est-ce que c'est acceptable dans l'espace social et comment on veut vivre ensemble mais ce



n'est pas la même chose que la laïcité. Je veux poser ce cadre parce que ça me semble fondamental si on veut progresser. Et nous avons, aujourd'hui à réussir à installer dans notre société la place de l'islam qui est une religion qui n'était quasiment pas présente au moment de la loi de 1905, qui compte tenu des migrations des dernières décennies, a pris plus de place dans notre société et qui fait jouer des tensions qui sont à la fois migratoires, de représentations qui fait vibrer toutes les cordes que je viens d'évoquer. Il faut regarder ce défi en face et y apporter une réponse. Pas en disant « il faut affaiblir 1905 » ou avoir une approche concordataire de cette religion. Non. Maintenant nous avons des françaises et des français dont c'est la religion. Ils sont de plus en plus nombreux. Et elle doit pouvoir trouver sa place pleine et entière. On doit pacifier cette relation. Qui plus est, notre défi est au carré parce qu'on le fait au moment où l'islam vit une crise qui est mondiale. Vous avez un conservatisme croissant au sein de ces religions. Et même des pays où il y avait autant de musulmans il y a 30 ans, des pays où le voile avait disparu, des pays du Maghreb, du Proche et du Moyen-Orient, voient le voile réapparaître. C'est un mouvement lié à l'islam lui-même, pas à notre société à nous. Il y a un conservatisme qui monte, des tensions qui montent au sein de l'islam. Et où l'expérience de cette religion entre le fait spirituel et le fait politique n'est pas la même que celle que nous vivons. Dans ce contexte-là, nous devons penser un cadre où on ne doit rien transiger de cette séparation. Et ça, c'est un fait absolument essentiel.

Cette séparation entre l'Église et l'État, il faut réussir à la penser pleinement et donc toute immixtion dans ce qui est de l'organisation de l'État ou de la société du fait d'une religion ne peut être accepté. Et c'est là qu'il peut y avoir un point de tension avec certaines personnes qui organisent ce culte, le font vivre et qui sont sur des mouvements plus conservateurs. Et là-dessus aussi il faut distinguer les choses. Ce ne sont pas des gens qui vont conduire au terrorisme. Mais des gens qui ont une vision conservatrice et de type politique de l'islam. On l'a chez certains frères musulmans, chez certains salafistes qui considèrent que leur rôle est d'avoir des formes d'organisations qui relèvent du politique et plus seulement du religieux. Ça, ça n'est pas compatible avec la laïcité et la vision que nous avons de la société.

Et donc, pour faire vivre tout le monde ensemble, nous devons progressivement d'abord commencer à décoller. Je reprends votre expression : il ne s'agit pas de dire, nous avons à enseigner en quelque sorte un catéchisme de la République. Mais on a à expliquer ce qu'est le cadre de la laïcité, tel que je viens d'essayer de le faire rapidement. Et, c'est d'ailleurs dans le projet du ministre, à expliquer ce que j'appellerais l'histoire des civilisations pour que chacun puisse se faire son opinion et soit instruit des éléments d'histoire qu'il y a parfois derrière les



croyances des uns et des autres. Mais à l'école, on ne doit rien céder de ce sur quoi certains voudraient nous faire reculer : le relativisme sur les théories de l'évolution, l'impossibilité d'enseigner tel ou tel élément historique parce que ça ne relèverait pas de ce que la religion accepte. Ça, c'est une ligne rouge absolue.

Ensuite, quand on regarde ça, mais beaucoup dans cette salle ont mené des enquêtes et des travaux très nourris sur ce sujet, on peut voir qu'on a un vrai problème d'organisation. Et c'est vrai et c'est lié au fait que l'islam n'est pas pensé de la même manière que les autres religions du Livre qui sont présentes de plus longue date. Néanmoins, d'autres religions ont à vivre ce durcissement. On pourrait parler de l'évangélisme si on était sur d'autres continents. Nous serions au Brésil, je pense que nous serions plus soucieux d'une plus grande radicalité de l'évangélisme que de l'islam. Ce qu'on voit, qui point ici et qui nous bouscule existe sous d'autres formes ailleurs.

Notre devoir dans les sujets qui sont les nôtres c'est 1) de clarifier les financements. Parce que les financements aujourd'hui nourrissent certains groupuscules qui ne respectent pas les lois de la République, nourrissent des comportements qui sont des comportements de sécession de la République, introduisent beaucoup de confusion. Et donc il faut remettre de la transparence. La loi de 1905 le permet d'ailleurs, c'est des compromis qu'on a passé avec la loi de 1905 qui ont rendu les choses plus faibles. Je ne veux pas être ici trop long, mais on a accepté avec beaucoup de religions de sortir du cadre de 1905 pour passer par le cadre de 1901 qui est moins rigoureux et donc il faut qu'on regarde ensemble comment dans le cadre des financements, on rentre dans le cadre stricto sensu de 1905-1907 qui permet un contrôle tout à fait satisfaisant. Il ne s'agit pas de le réinventer mais de revenir sur des choses avec lesquelles on avait composées dans le temps.

Ensuite, on a l'islam consulaire qui pose des questions différentes selon les pays de référence et qui pose tout particulièrement pour se parler ici franchement, un vrai sujet par rapport à la Turquie. On a un islam consulaire qui ne facilite pas l'intégration pleine et entière lorsque l'islam continue à être organisé par des pays où on a une relation de type ou on a eu une relation de type coloniale ou post coloniale parce qu'il est embrumé d'une telle relation, de tas parfois de confusions, et je pense qu'on peut aller vers une normalisation. On doit réussir avec la Turquie à clarifier les choses parce que le projet turc aujourd'hui est un projet politico-religieux. Et il est totalement antagoniste avec ce que je viens de décrire. Sur ce sujet, il faut avoir un discours de vérité, j'ai commencé à l'avoir avec le président turc, mais il imposera des changements et des choix profonds et ça, il faut les faire. Si je ne les faisais pas en regardant ailleurs, je ne serais pas



responsable. Et puis, quand on parle des financements, on a le sujet qui là aussi nécessite une clarification, et une organisation, qui est le sujet de l'organisation du pèlerinage, qui touche l'Arabie saoudite, où des règles de transparence ne sont pas satisfaisantes et nourrissent des structures ou des comportements qui ne sont parfois pas ceux qu'on souhaite.

Voilà les quelques éléments tangibles sur lesquels je souhaite qu'on puisse avancer mais tout simplement pour faire ce que nous sommes. Les choses se sont progressivement sédimentées, installées. Et le sujet est suffisamment ample pour que ce soit un défi. Pour faire qu'il y ait eu un glissement par rapport à nos principes. Moi je veux revenir à la force et à la vitalité première. Et au fond, ce que je veux dans notre société, ma question n'est pas de savoir si c'est bien ou pas bien qu'une jeune fille mette ou pas le voile dans la rue. C'est pas la question à laquelle doit répondre le président de la République. C'est la question de savoir si elle est libre de le faire ou pas. Et toute l'organisation qu'il y a derrière, sociale, de quartier, de financement, les pressions qu'elle exerce, je dois là les clarifier pour en être sûr. Et je dois être sûr qu'à l'école, elle a accès aux valeurs, aux notions, qui lui permettront de choisir librement cela. Voilà comment je vois les choses sur ce sujet. Et quelques unes des réformes sur lesquelles nous voulons avancer. Mais je suis pleinement conscient des défis qui sont liés à l'islam. »